

La Lettre de Prométhée

Mensuel de la Nouvelle Gauche Communiste

Numéro 2

Mars 2006

1 €

Licencions Chirac, Villepin et Sarkozy

Un million de manifestants le 7 mars. Ce résultat a été obtenu sans appel ferme et mobilisateur à la grève des directions nationales des grandes organisations syndicales (seule FO a lancé un simple appel). Ce résultat a été obtenu malgré la longue série de journées d'action sans lendemain en 2004 et 2005 et malgré une série de défaites depuis 2003 (retraites, assurance maladie, processus de privatisation de EDF et de GDF, SNCM, RTM). C'est dire l'ampleur du rejet populaire de la politique gouvernementale, rejet qui s'était également exprimé lors du référendum du 29 mai 2005 sur la constitution européenne alors que la droite, la direction du PS, le MEDEF et les médias aux ordres appelaient dans une touchante unité à voter oui.

Depuis le 7 mars le mouvement fait tâche d'huile dans les lycées et les universités. La fermeté de Villepin, comparable à celle d'un Juppé droit dans ses bottes au début de la grève de masse de l'hiver 1995, ne fait que renforcer la détermination et la mobilisation de la jeunesse. Et les sondages d'opinion n'en finissent pas d'annoncer qu'une large majorité de la population est hostile au contrat première embauche (CPE). Le tout provoque une chute vertigineuse de la popularité du premier ministre.

On ne compte plus les plans et les mesures en faveur de l'emploi des jeunes depuis 1977. Cette année-là Barre (droite) inventait le pacte national pour l'emploi. En 1983, il y a eu les stages d'insertion à la vie professionnelle de Mauroy (PS), l'année suivante Fabius (PS) inventait les travaux d'utilité collective, puis Rocard (PS) instaurait les contrats emploi solidarité en 1988. En 1993, Balladur (droite) croit avoir trouvé la recette miracle avec le contrat d'insertion professionnelle. Face à la puissance du mouvement convergent des jeunes et des salariés, Balladur retira son projet. En 1997, Jospin (PS) crée les emplois jeunes, ces derniers sont supprimés par Raffarin (droite) qui les remplace en 2002 et 2003 par les contrats jeunes en entreprise et les contrats d'insertion dans la vie sociale. La constante de tous ces contrats c'est la précarité et l'exonération pour les patrons des cotisations sociales. Le bilan est sans appel, en 1977 il y avait 11,3% de jeunes au chômage, il y en a aujourd'hui 23%. Le CPE n'échappera pas à la règle.

Certes, avec le CPE c'est d'abord la jeunesse qui est touchée. Cette nouvelle mesure ne générera pas plus d'emplois car ce n'est pas la nature du contrat qui crée des emplois, c'est l'intérêt du capitaliste, or aujourd'hui ce dernier a tendance à la suppression des emplois. Demain, les patrons utiliseront le CPE au lieu et place du contrat à durée indéterminée (CDI), trop contents de profiter de nouvelles exonérations de cotisations sociales et de pouvoir disposer du droit divin de licencier sans motif. Les intentions de Villepin sont claires : aider les patrons en détruisant le code du travail. Si ce contrat inique et unilatéralement favorable au patronat voyait le jour, alors le gouvernement proposerait un nouveau CPE, le contrat patronal d'exploitation pour tous. Ce serait la précarité garantie à vie pour ceux qui auraient pu obtenir un emploi et la charité pour les autres. C'est du thalassisme pur et dur. La lutte contre le CPE constitue un véritable test de classe, voilà pourquoi la convergence de la jeunesse et des travailleurs est indispensable pour battre le gouvernement.

Au delà de ce projet de destruction des conquêtes sociales imposées par la lutte de classe à la bourgeoisie, le pays est plongé dans une véritable crise de régime. La décadente 5^e République apparaît de jour en jour comme plus vraiment en mesure d'imposer naturellement la domination du capital. Mal réélu en 2002, Chirac est politiquement fini depuis le référendum du 29 mai 2005. Lors de cette élection présidentielle la gauche gouvernementale a été évincée du second tour par le Front national. Cela a d'une part masqué les faiblesses de la droite et de son candidat et a d'autre part occulté les 10% de voix obtenus par les candidats de l'extrême gauche. En 2004, la droite est écrasée par deux fois aux régionales et aux européennes. Confrontés à l'évidente incapacité des organisations d'extrême gauche à faire fructifier leur succès électoral, ignorant le programme social libéral du PS les travailleurs se sont servis du bulletin de vote de la gauche pour battre la droite. En 2005, le pouvoir allié à la direction du PS perd le référendum. Or, avec l'élection du président au suffrage universel, cette élection est un des piliers de la 5^e République où le monarque républicain demande au bon peuple de le confirmer dans ses fonctions. Le 29 mai 2005, le bon peuple lui a répondu merde.

Alors que le sens profond du non ouvrier et populaire était le rejet de la concurrence libre et non faussée, base constitutive de l'Union européenne depuis 1957 que les bourgeoisies du vieux continent voulaient constitutionnaliser, le nouveau premier ministre a décidé de poursuivre et d'aggraver la politique de son prédécesseur. Agissant comme s'il savait que le temps lui était compté, il fut pris d'une frénésie de dérégularisation en se disant que de toute façon en cas d'alternance classique en 2007 il en resterait quelque chose entendu que l'expérience montre que la gauche n'a jamais abrogé les mesures prises par la droite. C'est d'ailleurs ce que confirme la très médiatique Ségolène Royal au *Parisien* du 23 février 2006 : « *Je ne déferai pas par plaisir ce qu'a fait la droite.* » Pour aller vite, très vite même, Villepin use au maximum des possibilités que lui offre la constitution : ordonnances, procédure d'urgence et le fameux article 49.3 qui permet qu'une loi soit adoptée sans vote puisqu'il n'y a aucune chance qu'une motion de censure soit adoptée même si elle était votée par l'autre parti de droite, l'UDF, qui prend ostensiblement ses distances avec le gouvernement.

Depuis Barre, le pouvoir a tendance à dire que ce n'est pas la rue qui décide, mais depuis 2004 ce n'est même plus le

suffrage universel. Et tous ces défenseurs de l'ordre établi ne ratent aucune occasion d'invoquer la république et la démocratie comme ils l'ont encore violemment affirmé lors de la révolte de la jeunesse des banlieues ouvrières en fin 2005.

Conscient de la gravité de la situation, Villepin a déclaré devant les députés UMP que « *la présidentielle dépend du CPE* » (*Le Monde* du 9 mars). On ne peut pas mieux caractériser les enjeux de la phase actuelle de la lutte de classes. Traduit en langage populaire, ce n'est l'issue de la présidentielle de 2007 qui dépend de la lutte engagée pour le retrait du CPE et des ordonnances prises durant l'été 2005. Ce qui dépend de cette lutte c'est, en définitive, quel gouvernement et quelle politique ici et maintenant. C'est pourquoi, il n'y a aucune raison de limiter l'ambition de la lutte. Se contenter de vouloir faire reculer le gouvernement, c'est, en dernière analyse, permettre à la bourgeoisie de souffler afin d'être en situation de préparer 2007 dans de bonnes conditions. Si la lutte imposait le retrait du CPE alors le président, le gouvernement et leur « majorité » parlementaire auraient subi une telle défaite qu'ils ne seraient plus en mesure de gouverner le pays. Alors, soyons réalistes, luttons pour virer le pouvoir.

Tout est possible ! Soit 2007 arrive à son terme soit la classe ouvrière impose sa politique. La première hypothèse semble convenir à tous ceux qui temporisent aujourd'hui. La direction du PS, redoutant de ne pas retrouver les salons du pouvoir en 2007, appelle le gouvernement à l'esprit de responsabilité sinon la situation risque de dégénérer. Comme en 2003, les directions syndicales se refusent à construire la grève générale. Au soir du 7 mars, Mailly, secrétaire général de FO, interpelle Chirac « *pour que la sagesse et la raison l'emportent* », le même lançait, au soir de la puissante journée d'action du 4 octobre 2005, un ultimatum au gouvernement en lui donnant quinze jours pour ouvrir de véritables négociations. Dans ce concert de poids lourds se fait entendre la petite voix du Parti des travailleurs, tout en affirmant que si le CPE n'est pas retiré la grève générale s'imposera l'éditorial du numéro 733 d'*Informations ouvrières* pose cette question pour le moins saugrenue : « *Saura-t-on l'entendre en haut lieu ?* » Depuis Berlin, la sagesse et la compréhension présidentielles se sont exprimées : pour le moment Chirac soutient Villepin. Mais tout n'est pas si simple dans les couloirs du pouvoir, le numéro 2 du gouvernement, le bonapartiste et probable candidat à la présidence Sarkozy, inquiet de la tournure des événements invite à la « *lucidité sur la situation politique* » (*Le Monde* du 16 mars). Dans tous les cas de figure l'hypothèse de l'arrivée de 2007 à son terme sera défavorable à la classe ouvrière. La reconduite de la droite serait une défaite politique. Le retour de la gauche gouvernementale ne modifierait les conditions de vie et de travail qu'à la marge. L'état de décadence des institutions et du régime peuvent déboucher sur une variante française des solutions allemande ou italienne, là aussi rien de bon à attendre.

De tout cela se dégage la seule perspective progressiste possible : que la classe ouvrière se rassemble pour imposer sa loi sans tenir compte du calendrier électoral. Cela passe par la construction d'une convergence anticapitaliste dont l'objectif clairement annoncé sera de s'en prendre réellement au système d'exploitation et d'ouvrir la voie du socialisme.

Le 16 mars 2006
Emile Fabrol

Après le 18 mars : Grève générale

Au soir des puissances manifestations du 18 mars qui ont rassemblées dans un même mouvement jeunes et travailleurs, l'heure est à la mobilisation générale. Il est impossible de se satisfaire des déclarations de Thibaut (*France Inter*, 19 mars) selon les quelles la perspective d'une journée d'action avec arrêts de travail est posée si rien ne bouge du côté gouvernemental. Assez d'attentisme ! Désormais, le mot d'ordre commun est celui qui flotait sur la manifestation parisienne : « *Chirac, Villepin, Sarkozy, votre période d'essai est finie !* »

Le consensus est l'ennemi de la lutte de classes !

Consensus : ce mot a une consonance obscène parce qu'il signifie l'alliance du fort et du faible, du riche et du pauvre, de l'opresseur et de l'opprimé, de l'exploiteur et de l'exploité, afin de garantir la pérennité du cadre commun où la domination des uns sur les autres est assurée. Au contraire, la lutte de classes signifie la prise de conscience des classes dominées, leur organisation farouchement indépendante et leur union pour en finir avec ce cadre commun. C'est pourquoi le consensus est l'ennemi de la lutte de classes.

Qu'il prenne la forme d'une Sainte alliance « *pour la cohésion de la République* » dans la nation que nos pères nous ont léguée, d'une Union Sacrée contre l'ennemi commun, le Saddam/Satan réel ou fantasmé, ou d'une simple combinaison politicienne (cohabitation voire coalition droite-gauche), le consensus a pour soubassement la renonciation de l'opprimé et de l'exploité. C'est pourquoi nous sommes l'ennemi du consensus.

Nous dénonçons chaque opération à visée consensuelle en tant que telle : l'Appel de la Vie « *pour un service civique national obligatoire* » qui regroupe sur un projet programmatique commun 441 parlementaires de tous bords ; l'Union Sacrée sans principes et sans limites contre l'horreur d'un crime odieux sensé symboliser la sauvagerie des « *bandes ethniques* » des banlieues.

Au-delà des diverses opérations spécifiques que nous évoquons dans ce numéro de La Lettre de Prométhée, c'est le principe même du consensus qui est en cause. Prenons la question -ô combien essentielle en France aujourd'hui- du chômage et de l'emploi. La politique consensuelle voudrait que tous, gouvernement et opposition, s'accordent pour trouver ensemble des « solutions de bon sens » acceptables susceptibles de « *réduire la fracture sociale* ». La politique de lutte de classes, au contraire, préconise l'union des salariés et des chômeurs contre les solutions gouvernementales

type CPE-CNE favorables aux classes dominantes. Nous sommes les tenants de la division nationale et de l'affrontement entre les nantis au pouvoir et les prolétaires, vaches à lait et bêtes de boucherie dont le système en place se nourrit.

L'Appel de La Vie (ex catholique) : une Sainte Alliance pour la « cohésion de la République »

Sous l'égide de *La Vie*, hebdomadaire chrétien d'actualité, 10 000 personnalités, au premier rang desquelles l'abbé Pierre, et 441 parlementaires principalement UMP, UDF, PS, Verts et Radicaux mais aussi un certain nombre de députés du PCF, se mobilisent pour la création d'un « *Service civique national obligatoire* » ayant vocation de remplacer le service militaire. Robert Hue, Maxime Gremetz, Jean-Pierre Brard et André Gérin sont signataires de l'appel. Par contre Marie-Georges Buffet et l'équipe dirigeante du PCF ne le sont pas. Il n'y a pas non plus de militants LCR dans les signataires.

Le journal chrétien annonce une « *année 2006 sous le signe du vivre ensemble et du civisme* » car « *beaucoup ont décidé de relayer la campagne du journal pour un service civique national obligatoire* ».

Pour commencer, les initiateurs se sont offerts une publicité pleine page dans *Le Monde* du 3 février et plusieurs manifestations publiques sont prévues.

« *Fraternité, solidarité, service citoyen, droits, bien commun, égalité, avenir républicain et bonheur commun* », ce manifeste dégouline littéralement de bonnes intentions. « *Chacun d'entre nous, en contrepartie des droits que lui garantit la République, acceptera comme l'un de ses devoirs de contribuer au bien commun en donnant de son temps* ». Acceptera... vite dit, puisque leur service national civique sera « *obligatoire* », si les mots ont un sens.

« *La réalisation de ce service civique (...) démontre que l'homme est la véritable richesse d'un pays* ». D'un point de vue marxiste, nous ne contredirons pas cette affirmation. Mais nous doutons que tout ce « **capital variable** » accepte volontiers de mettre gratuitement sa force de travail au service « *de la cohésion nationale* » en s'appuyant « *sur le maillage territorial de nos collectivités locales, sur les réseaux associatifs, sur le tissu de nos entreprises et bien sûr des services publics* ».

Pour ce qu'il en est de cet aspect économique, signalons aux auteurs et éminents signataires du projet qu'ils oublient un argument décisif (avis au premier ministre ou futur premier ministre!) : sa réalisation permettrait une baisse significative de l'indice du chômage...

Dans le numéro de *La Vie* consacré au service civique, nous apprenons que l'Appel de la Vie est arrivé à point nommé au moment de la révolte des banlieues en novembre 2005, avec cette condition sans ambiguïté, au nom de « *l'égalité* » : « *il importe que, quels que soient le statut social, l'âge, le sexe, la religion, chaque citoyen soit clairement convaincu qu'il ne saurait y avoir de passe-droit dans un domaine si nécessaire à la cohésion de la République, à la construction de l'Europe* ». Les animateurs de l'Appel de la Vie voient là une réponse à la crise des banlieues. Bref un instrument au service du maintien de « *l'ordre républicain* ». Chacun imaginera les décrets d'application...

Le même numéro de la Vie donne la parole à quelques personnalités politiques au premier rang desquelles François Bayrou, qui souligne à juste titre que cette proposition était l'un des chapitres de son programme aux dernières élections présidentielles et Dominique Strauss-Kahn qui l'intègre dans son programme pour 2007.

Le lobby religieux (ici le christianisme social) entend non seulement apporter sa pierre à la construction de cet édifice mais mieux encore être la pierre de fondation : « *Tu es petrus...* » dit l'évangile. Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai ma cohésion républicaine. Qui mieux que l'abbé du même nom pouvait donner sa sainte onction au projet du service civique national obligatoire? Révolutionnaires, militants laïques et républicains sincères, on attend toujours les protestations...

Action indépendante de la classe ouvrière

Quant au cadre commun de la Cinquième République de plus en plus incapable de contenir, par le jeu des élections plus ou moins démocratiques, les affrontements entre classes opposées, nous sommes pour son éclatement : tout le contraire du consensus! S'il faut maintenir la cohésion nationale par le moyen d'une nouvelle cohabitation, d'une alliance de centre gauche à l'italienne ou d'une coalition UMP-PS sur le modèle initié en Allemagne par Angela Merkel, nous ferons notre possible pour faire capoter ces projets.

Nous ne perdrons pas une occasion de rappeler et démontrer que la lutte de classes est l'ennemie du consensus.

Jean-Michel Edwin

L'union sacrée face à un crime odieux

L'assassinat d'Ilan Halimi par une bande crapuleuse de la banlieue parisienne (Bagneux) a été le prétexte d'une vaste opération de récupération politique sous forme d'Union Sacrée (sans limites, de la gauche à l'extrême droite...) du fait des préjugés antisémites avérés de la bande mafieuse. Ces bandits étaient en effet convaincus que leur victime étant juive, sa famille aurait « *donc* » les moyens de trouver de l'argent... De là à faire de ce crime un crime antisémite, il n'y avait qu'un pas à franchir. Beaucoup s'y sont précipités délibérément. D'autres ont suivi avec une imprudence et une inconscience rare.

L'occasion était trop belle en effet pour les partisans du consensus et du maintien de l'ordre réunis de prendre leur revanche de novembre 2005 en greffant l'odieux fait divers sur leurs propres préjugés racistes contre la jeunesse des banlieues. « *Barbares, banlieue, noirs, musulmans, antisémites, assassins, Côte d'Ivoire* », tous ces mots clés fortement connotés étaient autant d'éléments réunis pour cultiver l'amalgame, attiser la colère et dévoyer l'indignation populaire dans le sens de l'Union Sacrée.

On a vu alors, à droite comme à gauche, une palanquée de « *Juges d'Instruction* » improvisés manifester leur

vocation à faire aussi bien que celui de l'affaire d'Outreau pour établir sans plus de prudence ou de discernement une culpabilité collective indifférenciée. Le mot « antisémitisme » a joué ici le même rôle que là le mot « pédophilie » : celui de détonateur, de provocation d'un réflexe d'indignation interdisant toute nuance et toute réflexion. « A mort les antisémites, à mort les pédophiles! », tel est le mot d'ordre qui ne se discute pas. Sinon c'est qu'on en est, des pédophiles ou des antisémites...

Puisque ces voyous se faisaient appeler « les barbares » (mot dérivé étymologiquement de « berbère ») ils sont « **donc** » tous coupables à égalité d'actes de barbarie, tous impliqués au même titre, jusqu'au gardien d'immeuble ayant « loué » pour 150 euros un appartement à des éléments de la bande, jusqu'aux voisins obligatoirement complices de ne pas avoir compris ce qui se passait dans leur immeuble.

Face à ce déchaînement de récupération médiatique, la LCR a publié un communiqué parfaitement clair et juste sous le titre « *à la solidarité, non à la récupération* », manifestant son indignation face à l'assassinat, d'autant plus « *s'il s'avère que ce crime (...) se combine avec l'antisémitisme* ». La LCR précise qu'« *elle tient également à mettre solennellement en garde contre toute instrumentalisation politique de cette affaire, qui conduirait à la montée des tensions communautaires, nourrirait des amalgames dangereux, aboutirait à la stigmatisation de certaines catégories de la population, voire à des dérapages xénophobes inadmissibles comme ceux qui ont ponctué la marche parisienne du 19 février* ».

Nos amis socialistes qui éditent *La Lettre de Liaisons*, dans un numéro spécial du 23 février 2006, caractérisent la position de la LCR comme une « *concession à l'antisémitisme* ». Il n'est pas question pour nous de polémiquer avec *La Lettre de Liaisons* en particulier : il se trouve que ce communiqué est révélateur d'une attitude et, à titre de symptôme, parfaitement exemplaire. A la différence de la LCR, les rédacteurs de *La Lettre de Liaisons* n'ont pas un mot pour condamner les « **dérapages xénophobes inadmissibles comme ceux qui ont ponctué la marche parisienne du 19 février** ». Pire, ils parlent **au passé** de la solidarité face aux violences fascistes anti-arabes quand ils écrivent : « *Le racisme de petits blancs chrétiens, fond de commerce du FN, le conduisait au choc frontal avec les jeunes des cités et dans cet affrontement notre place était avec ces jeunes, sur toute la ligne : "la jeunesse emmerde le Front national" !* »

Face à de tels événements et aux réactions calculées ou non de divers courants politiques de gauche, nous reproduisons ci-dessous le communiqué du 24 février 2006 de l'UJFP (Union des Juifs de France pour la Paix) dont nous partageons tout à fait l'appréciation : « *L'assassinat d'Ilan Halimi est un crime barbare et l'UJFP tient à exprimer son émotion et son indignation. Pour autant, le caractère antisémite de cet acte n'est pas avéré. Le Procureur de la République de Paris a déclaré : « Pendant le week-end, certaines personnes entendues ont pu dire, de manière indirecte, que le choix d'un Juif garantissait le paiement de la rançon. Le juge a donc considéré qu'il y avait éventuellement là un mobile antisémite ... ».* Personne ne sait de façon sûre si l'antisémitisme a joué un rôle déterminant dans ce crime et les nombreux précédents, notamment les affaires du RER D ou de la rue Popincourt devraient inciter à la prudence. Il faut laisser l'enquête se poursuivre de façon normale, sans pression. Pourtant le ministre Sarkozy a immédiatement déclaré qu'on avait trouvé des documents « propalestiniens » et « salafistes » chez le principal suspect. Et la LDJ (Ligue de défense juive, organisation d'extrême droite) s'est une fois de plus livrée en toute impunité à des violences racistes lors du premier rassemblement à la mémoire d'Ilan. Prompte à réagir cette fois-ci avant même d'avoir une quelconque certitude, la « classe politique » ne réagit pas de la même façon face aux nombreux actes racistes et cette indignation sélective est dangereuse et provocatrice. Y aurait-il des crimes racistes moins importants que d'autres ou moins dignes d'une mobilisation ? Et selon quel critère ? L'UJFP tient à renouveler son rejet de toutes les formes de racisme, que celui-ci frappe les Arabes, les Noirs, les Roms ou les Juifs. Elle met en garde contre le danger de transformer cet assassinat en une criminalisation d'une partie de la population. Elle invite les médias à faire preuve de prudence avant de propager n'importe quelle rumeur. Elle déplore que certains accréditent d'office la thèse du crime antisémite. Une telle attitude est porteuse d'une logique d'affrontements communautaires. Enfin l'UJFP regrette vivement que certains profitent de l'immense émotion pour entretenir des réflexes de peur et de repli communautariste. » (<http://www.ujfp.org>)

En conclusion, il nous est impossible de ne pas rapprocher quelques faits divers odieux qui n'ont pas tous reçu le même traitement. Bagnoux, un employé juif est massacré, la justice retient le caractère antisémite du crime, la presse se mobilise et le monde politique – y compris la direction du PCF – manifeste bras dessus bras dessous. Besançon, un ouvrier sans distinction est enlevé contre rançon et torturé, c'est tout juste si la presse en parle. Oulins, un ouvrier arabe est assassiné en pleine rue, la justice ne retient pas le caractère raciste du crime, la presse l'évoque et le monde politique ne manifeste pas. Vitry sur Seine, il y a quelques temps, une jeune fille est brûlée vive pour avoir refusé sa condition de femme soumise, certes il y eu de l'émoi dans le pays mais la justice n'a pas retenu le caractère sexiste du crime. Tous les quatre jours une femme meurt suite à des violences conjugales, à peine si le phénomène est évoqué le 8 mars.

De toute évidence la bourgeoisie a l'esprit très sélectif vis à vis des violences spécifiques que son régime engendre. Seule la classe ouvrière est en mesure d'engager une lutte effective contre toutes les formes de discriminations (racisme, antisémitisme, sexisme, homophobie, etc.) Cela passe par le combat quotidien pour faire prendre conscience aux exploités et aux opprimés qu'ils forment une seule classe sociale et que le combat contre les discriminations ne peut en aucun cas se mener derrière la classe dominante et son pouvoir.

JME et EF

Tempêtes sur l'Amérique latine

(suite)

Ma contribution sera moins fouillée que celle publiée dans le numéro 1 de *La Lettre de Prométhée* qui a embrassé avec rigueur la nouvelle situation politique du continent sud américain. Je souscris à cette analyse de l'heure. Alors que parler du socialisme relevait de la nostalgie ou du délire voilà que l'Amérique latine nous prête à rêver. Des peuples qui,

jusqu'alors ne connaissaient que misère, exclusion, persécutions, racisme et dictatures, ils se dressent et tentent de déblayer des voies en rupture avec le libéralisme. Pour autant, il ne faut pas idéaliser, sacraliser ce vent de révolte qui souffle sur le continent sud-américain car d'importantes interrogations subsistent. Ces colères, ces affrontements sociaux et politiques ont porté au pouvoir, par les urnes et par la rue, des dirigeants charismatiques mais bien loin (**pour le moment**) de la volonté de rompre avec le capitalisme. C'est donc au regard des prochaines décisions que l'on pourra avoir les idées un peu plus claires sur leur devenir. « Pour autant ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. »

Le Venezuela s'engage dans une voie nouvelle, le problème qui lui est posé, c'est bel et bien le changement de société. Actuellement, dans les conditions qui sont les siennes, ce qui est à l'ordre du jour, ce sont des réformes, des réformes démocratiques, progressistes, fondées sur la volonté populaire telle que les urnes et la rue les ont définies. C'est un événement considérable que nous devons saluer, pour ce qu'il représente de nouveautés, d'espairs et de possibilités. **Faut-il s'extasier sur ces bonnes mesures ? Peut-être pas. Mais il ne faut cependant non plus faire la fine bouche.** Alors soyons attentifs à toutes les évolutions positives comme aussi à toutes les hésitations. Efforçons-nous de procéder à une évaluation réaliste de chaque pas, de chaque mesure (pour autant que nous en ayons une bonne connaissance)

Chavez pouvait-il faire mieux, que cette rafale de réformes, sans doute ? Mais une chose est sûre, c'est que ces réformes étaient absolument nécessaires et peuvent constituer un chemin, un chemin nouveau, original, pour une transformation plus profonde de la société. Ce dont a besoin le Venezuela : c'est de démocratie dans tous les domaines ce qui suppose de toucher au fondamental : car la démocratie économique, sociale, politique, culturelle, poussée jusqu'au bout c'est le changement de société, c'est le socialisme.

Chavez fera-t-il ce choix, avancera-t-il résolument dans cette direction ? Pour l'instant, rien n'indique qu'il veuille en rester là, revenir en arrière. Comment la classe ouvrière, la paysannerie, les couches moyennes l'admettraient-ils ? Pour le moment rien n'est garanti et encore moins gagné. Mais tout reste possible !!!!

Mais l'adversaire reste puissant et s'acharne. Plus l'enjeu est grand, plus la résistance du capital et de la réaction se fait vive. Bien qu'ils aient subi une défaite, ils ont conservé (**ou on leur a laissé**) des positions puissantes dans l'économie, dans l'appareil d'Etat, dans les médias, dans l'armée. Elles ont une grande expérience mais Chavez peut s'appuyer sur les forces populaires qui veulent autre chose « qu'une gestion de gauche. » Mais il y a aussi les contraintes objectives qui peuvent être des freins dans le processus engagé : le poids de l'héritage, de la situation internationale, les divisions syndicales et politiques : la crise de du monde capitaliste, les exigences et les pratiques de Bush, c'est-à-dire de l'impérialisme américain.

Au plan international malgré ses rodomontades il n'a pas tous les moyens pour imposer si facilement sa loi. Les pays capitalistes voisins sont confrontés aux mêmes problèmes que le Venezuela et ils ont aussi une classe ouvrière, qui regarde avec attention ce qui se construit à Caracas. Au plan intérieur : La classe ouvrière, dans ces dernières années, a accumulé des expériences pleines de résultats et de significations pour autant son intervention selon qu'elle sera plus ou moins ample sera déterminante pour la suite. La création du parti de la révolution et du socialisme (PSR) et d'une nouvelle centrale syndicale l'union nationale des travailleurs (UNT), émanations de la classe ouvrière et de la paysannerie leur seront d'un grand secours avec/sur lesquels devra compter/pourrait s'appuyer Chavez.

Est-il possible dans ces conditions d'avancer, d'engager le Venezuela dans une autre voie ? Chavez le pense aussi formule-t-il pour y parvenir un « socialisme du XXIème siècle » un concept qu'il n'a pas encore beaucoup explicité. Pour l'heure le « socialisme chaviste » n'est pas le socialisme mais une voie qui conduit vers une logique humaniste. Un socialisme type troisième voie où il serait possible d'humaniser le capitalisme où des efforts sont faits pour incorporer le secteur privé dans ses plans économiques gouvernementaux. Pour cela il en appelle à l'union nationale notamment avec la bourgeoisie.

L'observation des faits et leur analyse fait que cette démarche n'est pas sérieuse voire dangereuse. A cet égard, pour ma part, je suis bien incapable de pouvoir embrasser toutes les problématiques qui se posent au Venezuela. C'est pourquoi nous devons poursuivre ce débat afin d'affiner notre réflexion afin de nous comporter en internationalistes conséquents puisque le hasard de la géographie et par nécessité de l'Histoire Cuba, le Venezuela et plus globalement l'Amérique du sud sont en première ligne dans cette lutte finale contre les impérialismes.

Du Venezuela en passant par la Bolivie ou le Brésil, il y a des disparités, des approches différentes mais pour l'heure, la démarche reste identique. Absence de volonté politique voire refus de créer les conditions d'appropriation des moyens de productions et d'échanges, l'abolition de la propriété privée, de s'attaquer au capital financier. Pour illustrer mon propos je prendrai **la dette publique**. Alors que pour une bonne part, elle est la source du pillage de leur pays. Tous de Chavez à Lula en passant par Morales acceptent de la payer, se privant de ressources pour les besoins sociaux et de levier pour mettre en cause les prétentions toujours plus pantagruéliques du capital. C'est inacceptable que le peuple paie une dette (deux ou trois fois) qui a été contractée par les dictatures militaires ou par des gouvernements bourgeois.

Lula, Morales, Chavez, ne voulant pas rentrer en opposition avec leur bourgeoisie nationale, ni avec le FMI, ni la Banque Mondiale refusent d'en appeler à leur peuple pour dire ensemble « **nous ne payons plus** » Si l'attitude de Lula est relativement claire à savoir une stratégie électorale, être pour 2006 le candidat de sa bourgeoisie comme celui du PT.

Celle de Chavez est beaucoup plus ambiguë. Il ne se prive pas en effet de discourir sur les méfaits des politiques capitalistes. Mais ce discours, aussi radical soit-il, contraste avec sa pratique. Dès son entrée en fonction, Chavez s'est empressé de rassurer les milieux financiers en affirmant qu'il allait honorer les dettes de l'Etat, remboursant fidèlement ses créanciers, transmettant comme tous les autres pays endettés du sous-continent les devises vers le « Nord » cette attitude n'est pas donc pas anecdotique car elle illustre l'état d'esprit qui anime Chavez. Il se positionne comme un bon payeur, pour ne pas voir son indice de « risque-pays » monter et que pour les investisseurs étrangers voient cela comme quelque chose d'attirant.

D'un côté, il ré-instaure le contrôle des changes, il redistribue une partie de la manne pétrolière qui ne va plus dans les poches des multinationales mais dans des programme sociaux (avec l'aide de Cuba), il travaille à une réforme agraire, il favorise la démocratie participative, il essaie de fédérer les pays nouvellement « passés à gauche », de créer un fonds monétaire latino-américain pour financer le développement et les réformes sociales du sous-continent, d'une télévision *Telesur* qui se veut un contre-pouvoir des chaînes commerciales, des journaux privés qui écrasent le paysage médiatique, il nationalise quelques usines laissées à l'abandon par la bourgeoisie, il encourage le coopérativisme, il rapatrie les avoirs boliviens détenus par les banques yankees, il expulse des missionnaires baptistes, il emploie une partie de l'armée dans des tâches d'intérêt public, il dénonce la guerre d'Irak, il se fait le chantre de l'altermondialisme, il cloue au pilori l'impérialisme américain et sa zone de libre échange, il a décidé d'apporter son soutien à Cuba, laissée seule pendant des décennies bien que les lois impérialistes, les sabotages, les attentats, les invasions n'aient pas manqué. Pour ce faire, il utilise la capacité de son peuple à se mobiliser pour défendre ses conquêtes. S'il a pu retourner à la présidence le 13 avril 2002, alors que la bourgeoisie, la hiérarchie catholique, les médias, une partie de l'armée s'étaient alliés pour le renverser deux jours plus tôt, il le doit au peuple vénézuélien.

De l'autre, le Venezuela reste une société capitaliste dans laquelle le SP, comme la PDVSA, occupe un espace infime et la volonté d'aller au-delà est loin d'être manifeste. Pour l'heure, nous n'avons donc, qu'un pays capitaliste, avec «un gouvernement de gauche» qui s'appuie sur les masses et qui réalise des réformes sociales (sans plus) En cela nous ne pouvons comparer la "révolution bolivarienne" avec la révolution cubaine qui a détruit l'appareil totalitaire de Batista permettant ainsi l'instauration d'une société socialiste. Chavez ne s'est pas attaché à la désintégration de l'appareil d'Etat donc les limites de la transformation de la société vénézuélienne ne sont pas loin d'être atteintes.

Sauf si la classe ouvrière et la paysannerie prennent conscience de leur force et décident d'aller plus loin, se prennent en charge et avec ou sans Chavez qu'ils renversent la vieille société aux mains des multinationales pour ouvrir les voies d'une nouvelle société socialiste. Pour ce faire elles doivent se doter d'outils syndical et politique indépendants et de classe. Des embryons sont en voie de construction. Soyons solidaires de leurs batailles qui intéressent la classe ouvrière du monde entier.

Avec l'appui de son peuple Chavez entreprendra-t-il cette transformation en profondeur de son pays, s'appuiera-t-il sur un gouvernement ouvrier et populaire ouvrant la voie au socialisme ? Tout est possible mais rien n'est garanti. L'appui des mobilisations sociales en Europe mais surtout de la solidarité agissante des communistes, des progressistes à tous ces pays, seront fondamentales. S'ils restent isolés, un éventuel processus révolutionnaire trouvera vite ses limites et alors leur futur ne sera pas très optimiste. Alors faisons en sorte que l'utopie se transforme en réalité.

Ce processus pourrait être ouvert, mais cette marche vers le socialisme sera longue, complexe, jalonnée d'événements tels que nous les percevons où alternent et parfois s'associent des avancées et des reculs qui sont autant de conquêtes et d'expériences pour l'humanité.

Jean Viard

Les militants et les militantes communistes qui éditent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des Etats dits "socialistes" et par la triste bilan des gouvernements de "gauche".

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que *"l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"*.

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Prométhée – Nouvelle Gauche Communiste

BP 33 – 93001 BOBIGNY cedex – (CCP 19 360 42 Z Paris)

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/gauchecomm> - Courriel: revue-communiste@voila.fr

- Je souhaite prendre contact avec la Nouvelle Gauche Communiste
- Je m'abonne pour un an (10 numéros) à *La Lettre de Prométhée* 15 € (gratuit par courriel)
- Je m'abonne pour un an à *La Lettre de Prométhée* et à *Prométhée* (4 numéros) 25 € (envoi par la poste) ou 13 € (la revue par la poste et la Lettre par courriel)

Nom et prénom.....

Adresse.....

Code postal et ville.....

Courriel.....

Supplément au numéro 63 (4^e trimestre 2005) de Prométhée